

exercé par la société-mère ou du secteur de l'économie dans lequel on a investi.

Je suis frappé, tout comme vous l'êtes sans doute, par l'interdépendance croissante de la communauté des nations. L'aptitude d'un pays à exercer le plein contrôle de son économie, même s'il est le plus puissant, même s'il s'agit des Etats-Unis, est restreinte. Aucun pays ne peut s'isoler des événements économiques étrangers, et le voudrait-il qu'il y perdrait sans doute plus qu'il n'y gagnerait.

Il semble bien que le conflit supposé entre, d'une part, le principe du libre-échange source de prospérité, et de l'accès aux capitaux, aux connaissances techniques et aux idées et, d'autre part, celui du contrôle total d'un pays sur son avenir économique est plus apparent que réel. Les véritables choix à effectuer sont de portée plus limitée. Le bien-fondé de mon hypothèse est illustré de façon éclatante par les politiques strictement dirigées des pays socialistes d'Europe de l'Est, et tout spécialement de l'URSS. Malgré toute leur puissance économique, ces pays ont appris que vouloir se suffire à soi-même, dans le domaine commercial ou technologique, n'est pas un objectif valable.

Permettez-moi de conclure en appliquant certaines de ces généralisations à mon pays, le Canada, où le débat sur le nationalisme économique est sans doute tout aussi vif que n'importe où ailleurs.

Nous partageons avec vous la partie du continent nord-américain qui s'étend au nord du Rio Grande. Nos économies sont interdépendantes, à telle enseigne qu'il serait plus juste de dire qu'elles sont fusionnées. Le total des échanges commerciaux s'élève à plus de 20 milliards par année, et chacun de nos deux pays est le meilleur client de l'autre. Si l'ordre de grandeur de nos économies était le même, les données du problème seraient différentes et les conséquences sans doute moins sérieuses. Mais il n'en est pas ainsi: en termes de population ou de produit national brut, le coefficient est de 10 ou plus contre 1 en votre faveur. Les investissements canadiens aux Etats-Unis dépassent, par habitant, les investissements américains au Canada. Mais à la différence de nos investissements, les vôtres vous donnent le contrôle de 50% de nos industries manufacturières; dans certains secteurs, notamment ceux de l'industrie automobile et pétrochimique, le pourcentage est encore plus élevé. Par contre, la proportion de la propriété canadienne dans l'économie américaine est infirme.

L'élément de propriété américaine d'une forte partie de notre économie est imputable à l'activité des grandes sociétés multinationales américaines. En conséquence, nous